



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ALGER

N° 113 – Mars & Avril 2023

Perspectives économiques

Ralentissement de la croissance économique prévu en 2023 selon le FMI et la Banque mondiale

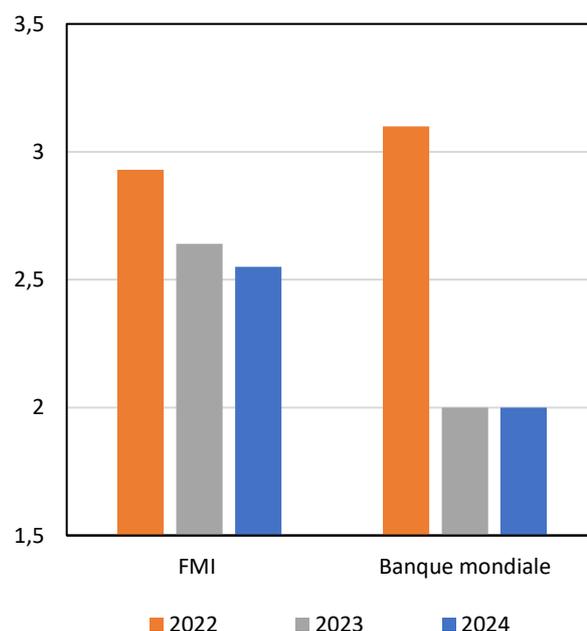
Dans son rapport sur les « [Perspectives économiques Régionales](#) », le FMI revoit à la baisse son estimation de croissance du PIB algérien, à 2,9% en 2022 alors que la précédente estimation, d'octobre 2022, faisait état d'une croissance de 4,7%. Pour 2023, le Fonds maintient sa prévision de croissance à 2,6%. En parallèle, la Banque mondiale estime dans son dernier [bulletin économique de la région MENA](#), la croissance à 3,1% pour 2022 et anticipe aussi un ralentissement pour 2023, à 2 %,.. La Banque indique toutefois que la projection 2023 pourrait être réhaussée du fait des investissements potentiels dans le secteur des hydrocarbures.

De plus, le FMI et la Banque Mondiale s'accordent sur une légère baisse en 2023 de l'inflation, avec une prévision à +7,8 % pour la Banque mondiale (contre +9,3% en 2022) et +8 % pour le Fonds (après +9% en 2022).

Les prévisions concordent par ailleurs sur la trajectoire défavorable des comptes publics : la Banque Mondiale estime que le déficit budgétaire se creusera à -5,2 % du PIB (après -0,9% en 2022), alors que le FMI prévoit un déficit de 7,9% du PIB (contre un excédent de 2,2% en 2022). En matière d'endettement, le FMI prévoit

un maintien de la dette publique à 52 % du PIB , tandis que la Banque mondiale anticipe une hausse à 54,2% (contre 51,8% en 2022).

Taux de croissance du PIB (%)



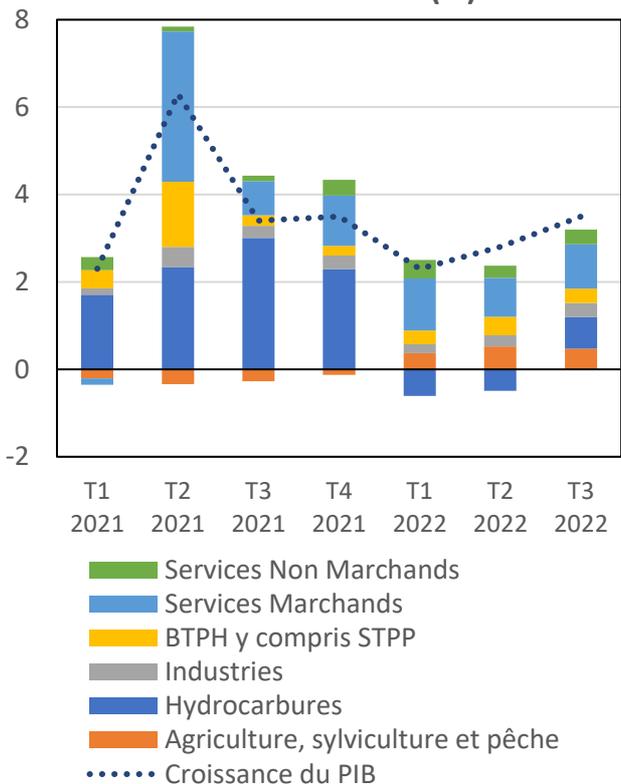
Les deux institutions anticipent, enfin, une dégradation du solde externe en 2023, du fait du tassement attendu des exportations d'hydrocarbures (accord OPEP+ fin 2022 et réduction volontaire de la production début 2023) couplé à la hausse anticipée des importations de biens et services. Le solde du compte courant s'établirait ainsi à 1,2 % du PIB en 2023 pour la Banque mondiale (après 5,9% en 2022) et à 0,7 % du PIB pour le FMI (contre 7,2% en 2022).

Activité économique

Au troisième trimestre 2022, la croissance du PIB a atteint 3,5 % en rythme annuel

La publication par l'Office National des Statistiques (ONS) des « [Comptes nationaux trimestriels](#) » pour le troisième trimestre 2022 (T3 2022) fait état d'une accélération de l'activité économique par rapport au second trimestre 2022 (+2,8 % en g.a. pour rappel), avec une progression du PIB de 3,5 % en glissement annuel.

Contribution des grands secteurs d'activités au PIB (%)



Selon l'ONS, cette hausse est due à la fois à la bonne orientation du secteur marchand, qui affiche une croissance de 4,8 % au T3 2022 (tandis qu'au trimestre précédent il progressait de 4,2 %), mais également à l'essor du secteur des

hydrocarbures, avec une augmentation de 2,1 % de l'activité (contre un recul de 1,5 % au deuxième trimestre). La croissance du secteur agricole affiche également une performance positive, à 4,2 % au T3 2022.

Le secteur industriel (+6,7 %) contribue aussi au dynamisme de l'activité au troisième trimestre 2022. Plus précisément, la croissance du secteur industriel est surtout stimulée par les branches « bois, papier et liéges » (+21,7 %), « chimie, plastique et caoutchouc » (+11,4 %), et « l'industrie agro-alimentaire » (+5,9 %). Enfin, le secteur du BTP affiche une légère modération de son activité (+3,3 % au T3 2022, contre +4,2 % au T2 2022).

Hydrocarbures

En mars, le prix du Sahara Blend s'est affiché à la baisse

Dans son [rapport](#) mensuel du mois d'avril, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a fait état des prix et de la production de pétrole de ses membres en mars 2023.

Alors qu'il avait atteint une moyenne de 84,05 USD/b en février 2023, le baril de pétrole algérien (*Sahara Blend*) a chuté en rythme mensuel, atteignant 80,23 USD/b un mois plus tard (-4,4 % en rythme mensuel). Sur le premier trimestre 2023 (T1 2023), le baril de pétrole algérien (*Sahara Blend*) affiche un recul de 20% en glissement annuel, passant de 103,6USD/b au premier trimestre 2022 à 82,7 USD/b au T1 2023.

Concernant la production de pétrole, le rapport de l'OPEP indique que la production algérienne a diminué en rythme mensuel, passant de 1 017 000 b/j en février à 1 013 000 b/j en mars.

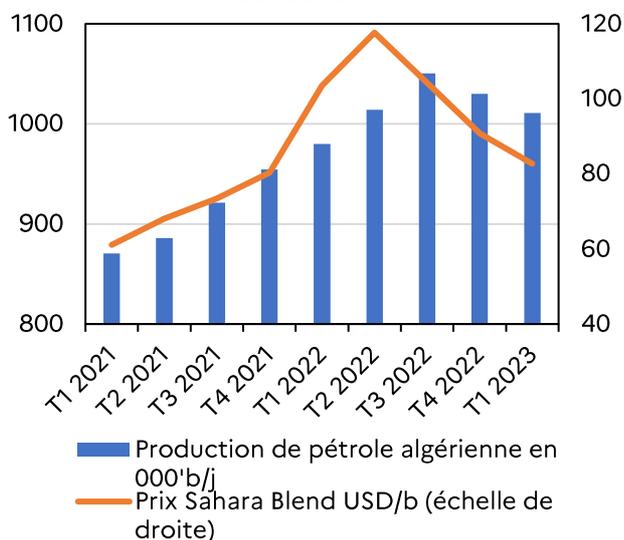
Sur le 1er trimestre 2023, la production moyenne en Algérie est équivalente à 1 015 000 b/j, soit une hausse de 3,2% par rapport au 1er trimestre 2022.

En outre, l'OPEP prévoit un ralentissement de la croissance mondiale en 2023, à 2,6 %, en raison des incertitudes liées aux pressions inflationnistes, la hausse des taux directeurs et la hausse du niveau de dette dans certaines régions.

A cet égard, les pays de l'OPEP+ ont annoncé début avril des baisses volontaires de leur production à partir de mai, et ce, jusqu'à la fin de l'année, dont l'Algérie avec une réduction de 48 000 barils par jour. Dans son [communiqué](#), l'OPEP précise qu'il s'agit d'une mesure de précaution pour soutenir le marché pétrolier à l'international.

Évolution de la production de pétrole et du prix du baril algérien (Sahara Blend) 2021-2022

Source : OPEP



Développement de l'hydrogène

L'Algérie ambitionne de faire de l'hydrogène un vecteur stratégique de son programme de transition énergétique et de ses engagements climatiques. En ce sens, le 23 mars dernier, le pays a dévoilé sa stratégie en la matière. Selon les données communiquées publiquement à cette occasion, les autorités algériennes affichent leur ambition d'approvisionner le marché européen à hauteur de 10 % de ses besoins à l'horizon 2040.

La stratégie sera déployée en trois phases entre 2023 et 2050: (i) pilotage et démonstration (2023-2030); (ii) mise à l'échelle et création du

marché (2030-2040); (iii) industrialisation et exportation (2040-2050). Il est cependant précisé que la stratégie sera « actualisée en fonction de l'évolution du marché et des avancées technologiques ».

Au-delà des objectifs d'exportation, le développement de l'hydrogène pourrait permettre à l'Algérie de décarboner son industrie si elle veut continuer à pouvoir exporter ses productions les plus polluantes (acier, ciment, engrais...), dans un contexte de mise en œuvre du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (MACF) dès le 1^{er} octobre prochain. Par ailleurs, la production d'hydrogène vert, qui supposera le développement d'un ambitieux programme d'énergies renouvelables (notamment solaire), permettra à l'Algérie d'économiser des ressources en gaz qui pourront être dirigées additionnellement sur les marchés internationaux.

Cependant, il convient de noter que les projets de production d'hydrogène en Algérie sont, à ce stade, encore en phase de développement et que leur mise en œuvre dépendra de plusieurs facteurs, résumés en conclusion de la feuille de route algérienne: la réduction du coût de production des énergies renouvelables, le renforcement du réseau électrique pour augmenter le taux d'intégration des énergies renouvelables et la baisse du coût de production des électrolyseurs.

S'agissant de son potentiel d'exportation, il est probable que la stratégie algérienne pourra évoluer en fonction des choix qui seront faits par ses débouchés « naturels »: les pays européens.

Production Industrielle

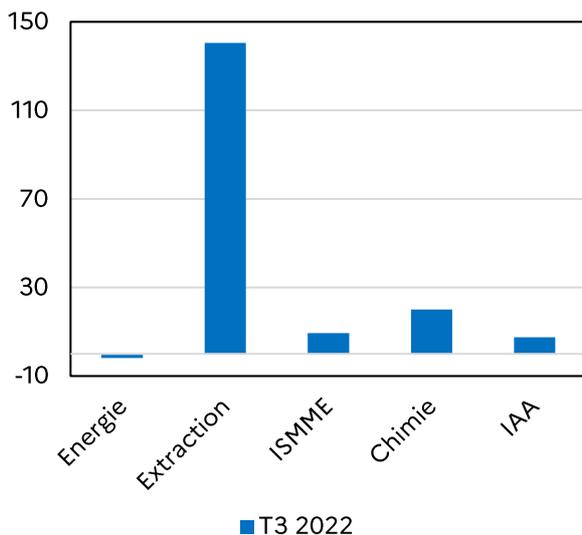
L'ONS a publié les chiffres de la production industrielle du secteur public pour le 3^e trimestre 2022

Selon une [publication](#) de l'Office National des Statistiques (ONS), la production industrielle du secteur public national a enregistré une hausse de 3,4 % sur le 3^e trimestre (T3 2022) de l'année 2022, en rythme annuel.

Sur le T3 2022, l'indice général est marqué par la performance du secteur des mines et carrières, avec un essor de 141 % en glissement annuel. Une tendance largement tributaire de la hausse de l'extraction du minerai de phosphate (+190 % en rythme annuel) selon l'ONS. En outre, l'industrie chimique affiche également une nette augmentation de sa production (+20 % en g.a) au troisième trimestre 2022.

Variations annuelles des principaux secteurs d'activités de la production industrielle publique algérienne au T3 2022 (%)

Source : ONS



De même, on notera l'orientation positive pour du secteur sidérurgique, métallique, mécanique, électrique et électronique (ISMME) avec une hausse de 9,4 % de la production du secteur au T3 2022. Une performance notamment liée à la production et transformation de métaux non-ferreux (+55 % en g.a). Enfin, on observe l'augmentation de la production à la fois pour le secteur agro-alimentaire (+8 %), mais également du secteur du bois, liège et papier imprimés (+11,2 %).

A *contrario*, l'ONS indique la contraction du secteur énergétique (-1,9 % en glissement

annuel), en lien à la baisse équivalente de la production d'électricité. Au final, la production globale hors-hydrocarbures rebondit fortement au T3 2022 à +15,6 %.

Inflation

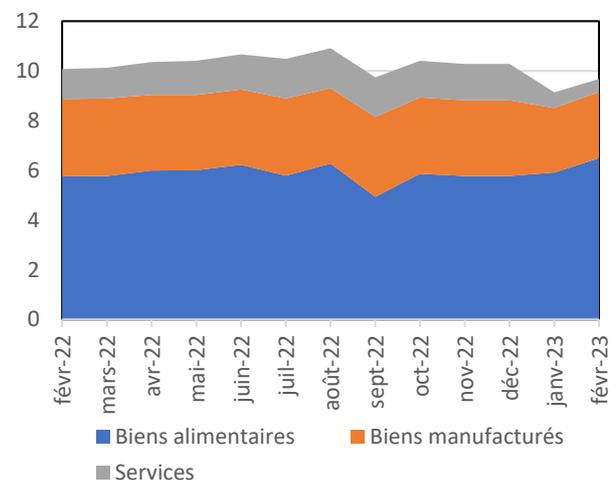
Accélération de l'inflation à 9,7 % en février, tirée par la hausse des prix des biens alimentaires

Au niveau **national**, d'après l'ONS, l'inflation au mois de février 2023 s'est établie à 9,7 % en rythme annuel. Selon le rapport, l'augmentation des prix alimentaires (+13,9 %) reste le premier facteur d'explication de l'augmentation générale de l'indice des prix à la consommation.

Les données pour la **ville d'Alger** sont similaires en tendance et font état d'une inflation de 9,9 % en glissement annuel. Il ressort des données de l'ONS que l'inflation a été également tirée à la hausse par l'inflation des biens alimentaires (+15%), se décomposant en deux sous-catégories : produits agricoles (+25,5 %) et produits alimentaires industriels (+5,3 %). Pour rappel, les biens alimentaires représentent

Contribution des principaux postes à l'inflation à Alger (%)

Source : ONS



environ 43 % du panier de consommation moyen algérien selon une pondération du panier établie par l'ONS.

À cet égard, les données de l'ONS pour les denrées alimentaires indiquent un fort relèvement des prix, à l'instar des viandes (+46 % en rythme annuel), œufs (+24 %) ou bien fruits frais (+46 %). L'augmentation des prix des biens manufacturés (40 % du panier total de consommation) est également notable, à +5,3 %. Enfin, le prix des services (17 % du panier de consommation), a progressé moins rapidement sur la période (+ 3,1 %).

Cette tendance s'explique en premier lieu par l'importance des importations dont l'Algérie reste très dépendante, tant en matières premières agricoles qu'en intrants, notamment pour l'alimentation animale, la génétique et le machinisme. Enfin, d'après le FMI, l'Algérie devrait connaître une inflation de 8 % en 2023, et ce, après une estimation à 9,3 % pour 2022.

Agriculture saharienne

Le Sahara représente 80 % de la surface de l'Algérie et revêt une importance particulière dans l'économie agricole nationale : 20 wilayas, 19 millions d'hectares de parcours, 1,2 million d'habitants, dont 465 000 relevant du secteur agricole.

Deux modèles d'exploitations agricoles prédominent : le système oasien traditionnel, et celles issues de la mise en valeur des terres irriguées sous le régime de la concession, mais il existe une grande variété de systèmes.

L'agriculture oasienne repose sur la culture du palmier dattier (phœniciculture), élément essentiel de l'écosystème. La surface oasienne est estimée à 167 000 ha pour une production de plus d'un million de tonnes de dattes (dont 53 % de *Deglet Nour*). L'évolution de la palmeraie est

cependant défavorable : régression du potentiel productif, vieillissement des vergers et maladies (bayoud), difficultés d'ordre socioéconomique.

Les terres irriguées couvrent 233 000 ha. Y sont pratiquées la céréaliculture (82 000 ha), les cultures maraîchères (93 000 ha, dont 41 % pour la pomme de terre) l'arboriculture fruitière (21 200 ha, dont 10 800 ha d'oliviers), ainsi que les cultures fourragères (19 000 ha) et industrielles (5 000 ha).

Le cheptel est prédominé par l'élevage ovin sur les hauts-plateaux, et l'élevage camelin est une activité spécifique des wilayas du sud avec un effectif de 339 700 têtes (quasi-totalité de l'effectif national).

Pour la période 2020-2024, la feuille de route du gouvernement pour le secteur agricole donne aux régions sahariennes l'objectif d'assurer la production de 30 à 50 % des besoins nationaux, notamment pour les grandes cultures stratégiques et industrielles (céréales, oléagineux, maïs, betterave sucrière). Pour cela, l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), créé en septembre 2020, est chargé de la mise en concession de 1,4 million d'ha. La mise en œuvre de cette politique de grande agriculture en zone saharienne n'est cependant pas toujours simple, pose de nombreuses contraintes (éloignement, technicité, commercialisation, disponibilité du personnel, coûts énergétiques, ...).

Aussi il est intéressant de prendre parallèlement en compte le système oasien, qui a fait la preuve de sa résilience, et pour lequel des solutions peuvent être proposées : requalification des savoir-faire traditionnels, associée aux techniques modernes, renforcement des infrastructures, valorisation accrue des productions sahariennes.

TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLEFS

Population (1^{er} juillet 2020, ONS)	44,2 millions d'habitants
PIB/habitant en USD PPA 2017 (2022, FMI)	11 000 USD
Indice de développement humain (2020, PNUD)	0,748 (91 ^e /189)
Espérance de vie à la naissance (2020, ONS)	76,3 ans
Taux de chômage (2019, ONS)	11,4 %
Taux de change moyen EUR/DZD (1 ^{er} mai, Banque d'Algérie)	149
Taux de change moyen USD/DZD (1 ^{er} mai, Banque d'Algérie)	136
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – mars 2023, OPEP)	79,29 USD
Notation Coface (Risque Pays – février 2022)	C

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ANNUELS

		2020	2021	2022 (e)	2023 (p)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (USD, prix courants FMI)	3 305	3 660	4 151	4 162
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	-5,1	3,4	2,9	2,6
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix constants)	-4,1	2,1	3,2	3
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	2,4	7,2	9,3	8,1
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-11,9	-7,2	+2,2	-7,9
	Dette publique (% du PIB)	52,3	63	52,4	52,2
	Dette extérieure brute (% du PIB)	2,5	1,9	1,5	1,6
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds USD)	42,9	44,3	48,3	53,5
	Exportations de biens et services (Mds USD)	24,9	41,8	63,6	54,9
	Balance courante (% du PIB)	-2,8	7,2	0,7	-2,7
	Reserves de changes (Mds USD)	46,9	59,8	63,2	59,1

Source : FMI (WEO/REO Avril 2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international